



## Conseil d'administration

309<sup>e</sup> session, Genève, novembre 2010

GB.309/18

**POUR DÉCISION**

DIX-HUITIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

### Rapport du Directeur général

#### Aperçu

**Questions traitées**

Le présent rapport fait le point des informations que le Directeur général souhaite communiquer au Conseil d'administration dans les domaines ci-après: avis de décès; composition de l'Organisation; progrès de la législation internationale du travail; enfin, administration interne, comme indiqué dans la liste.

**Incidences sur le plan des politiques**

Aucune.

**Incidences financières**

Aucune.

**Décisions demandées**

Paragraphe 7 et 14.

**Références à d'autres documents du Conseil d'administration et à des instruments de l'OIT**

Aucune.

*Table des matières*

	<i>Page</i>
I. Avis de décès .....	1
II. Composition de l'Organisation .....	2
III. Progrès de la législation internationale du travail .....	2
IV. Administration interne .....	6

## I. Avis de décès

### M<sup>me</sup> Shirley Carr

1. Le Directeur général a le profond regret d'annoncer le décès, survenu le 24 juin 2010, de M<sup>me</sup> Shirley Carr, ancien membre (groupe des travailleurs) et Vice-présidente travailleuse du Conseil d'administration.
2. Née en 1929 en Ontario, M<sup>me</sup> Carr était diplômée de l'Institut collégial professionnel de Stamford et de l'École d'études syndicales du Collège Niagara de métiers d'art et de technologie. Son militantisme syndical a commencé en 1960 au sein du Syndicat canadien de la fonction publique où elle a occupé plusieurs postes aux niveaux local, provincial, régional et national; elle est devenue vice-présidente générale du syndicat en 1969.
3. Entre 1974 et 1992, M<sup>me</sup> Carr a exercé les fonctions de vice-présidente exécutive, puis de présidente du Congrès du travail du Canada (CTC). Ainsi, elle a été la première femme au monde à diriger une centrale syndicale nationale; elle a également fait figure de pionnière dans plusieurs domaines. Tout au long de sa présidence, M<sup>me</sup> Carr s'est employée à ce que les droits de la femme occupent une place prioritaire dans son programme et elle a aussi été une adversaire déterminée de l'apartheid.
4. M<sup>me</sup> Carr a été membre du Conseil d'administration du BIT de 1980 à 1985, et a notamment exercé la fonction de vice-présidente travailleuse du Comité sur la discrimination. Durant cette période, elle a participé aux sessions de la Conférence et, en 1991, à la 78<sup>e</sup> session de la Conférence, elle a été la vice-présidente travailleuse de la Commission sur l'action contre l'apartheid. Elle est retournée au Conseil d'administration en juin 1991 et, en novembre de la même année, elle a été élue Vice-présidente travailleuse, un poste qu'elle a conservé jusqu'à l'été 1993. M<sup>me</sup> Carr a également été vice-présidente de la Confédération internationale des syndicats libres et présidente du Conseil syndical du Commonwealth.
5. Tout au long de sa carrière, M<sup>me</sup> Carr a reçu de nombreuses distinctions. Elle a été décorée de l'Ordre du Canada en 1980. En 1992, on lui a décerné le titre le plus prestigieux de la République bolivarienne du Venezuela, l'Ordre de Diego de Losada, premier grade, pour son action contre l'apartheid et ses prises de position en faveur des droits syndicaux dans le monde. M<sup>me</sup> Carr a été nommée docteur honoris causa en droit par plusieurs universités: l'Université McMaster à Hamilton; l'Université Brock à St. Catharines; l'Université Acadia à Wolfville, Nouvelle-Ecosse; enfin, l'Université Western Ontario à Windsor. Elle a aussi reçu le titre d'Associée de l'Institut polytechnique Ryerson en reconnaissance de son action exemplaire au sein du mouvement syndical canadien et international.
6. M<sup>me</sup> Carr a consacré toute sa carrière à la défense des droits des travailleurs et à l'amélioration de leurs conditions de vie. Ceux qui ont eu la chance de la connaître garderont en mémoire sa croyance profonde en l'égalité, sa foi dans le dialogue, sa lucidité et sa clairvoyance.
7. ***Le Conseil d'administration voudra sans doute inviter le Directeur général à transmettre ses condoléances au président du Congrès du travail du Canada (CTC) et à la famille de M<sup>me</sup> Carr.***

## M. Gibson Sibanda

8. Le Directeur général a le profond regret d'annoncer le décès de M. Gibson Sibanda, ancien membre travailleur du Conseil d'administration, à Bulawayo, au Zimbabwe, le 24 août 2010, à la suite d'une longue maladie.
9. Né en 1944 à Filabusi, M. Sibanda a commencé à travailler pour la Rhodesia Railways où il est devenu mécanicien en 1965. De 1976 à 1979, M. Sibanda a été détenu à la prison de Wha Wha par le régime colonial rhodésien pour introduction illégale d'armes dans le pays.
10. En 1987, M. Sibanda a été élu président du syndicat Zimbabwe Amalgamated Railways. La même année, il a été élu président de la Fédération des transports du Zimbabwe. En 1989, M. Sibanda a été élu président du Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU), poste qu'il a occupé jusqu'en 1999. C'est à ce poste qu'il est devenu conseiller pour les futurs dirigeants syndicaux et politiques du Zimbabwe.
11. M. Sibanda a été membre travailleur du Conseil d'administration de juin 1993 à novembre 2001, et a également exercé des fonctions au sein du Comité de la liberté syndicale. Il est devenu membre du comité exécutif de la Confédération internationale des syndicats libres, de même que vice-président du Conseil syndical du Commonwealth.
12. En 1999, M. Sibanda a quitté sa carrière syndicale pour participer à la direction des affaires publiques de son pays; il est devenu le premier vice-président du Mouvement pour le changement démocratique du Zimbabwe (MDC). Plus tard, il est devenu le chef de file parlementaire du MDC. Bien qu'il se soit aligné sur le groupe minoritaire du MDC, tous les partis politiques du Zimbabwe sont venus lui rendre hommage à ses obsèques.
13. M. Sibanda s'est employé à rassembler dans un pays trop souvent miné par les conflits politiques. Au moment de son décès, M. Sibanda était l'un des trois ministres en charge de l'organe national pour la réconciliation et la reconstruction. A ce titre, il a également participé, en 2009, à la commission d'enquête de l'OIT sur la liberté syndicale au Zimbabwe. Aujourd'hui, le monde déplore la perte d'un homme de courage et de conviction qui a profondément cru dans les valeurs du dialogue social et du tripartisme.
14. *Le Conseil d'administration voudra sans doute inviter le Directeur général à transmettre ses condoléances au président du Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU), au gouvernement du Zimbabwe et à la famille de M. Sibanda.*

## II. Composition de l'Organisation

15. La composition de l'Organisation n'a pas changé durant la période à l'examen.

## III. Progrès de la législation internationale du travail

### Ratifications des conventions et protocoles

16. Depuis les informations soumises à la 307<sup>e</sup> session du Conseil d'administration jusqu'au 20 septembre 2010, le Directeur général a enregistré les **34** ratifications suivantes de conventions internationales du travail. En outre, les ratifications de **deux** protocoles ont également été enregistrées.

**Afghanistan**

*Ratifications enregistrées le 7 avril 2010:*

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

**Allemagne**

*Ratification enregistrée le 21 juillet 2010:*

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

**Bosnie-Herzégovine**

*Ratification enregistrée le 18 janvier 2010:*

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

*Ratification enregistrée le 9 mars 2010:*

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

**Brésil**

*Ratification enregistrée le 15 juin 2010:*

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

**Bulgarie**

*Ratification enregistrée le 12 avril 2010:*

Convention du travail maritime, 2006

**Canada**

*Ratification enregistrée le 15 juin 2010:*

Convention du travail maritime, 2006

**République centrafricaine**

*Ratification enregistrée le 30 août 2010:*

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

## **Croatie**

*Ratification enregistrée le 12 février 2010:*

Convention du travail maritime, 2006

*Ratification enregistrée le 6 juillet 2010:*

Protocole de 1996 relatif à la convention sur la marine marchande (normes minima), 1976

## **Ex-République yougoslave de Macédoine**

*Ratification enregistrée le 6 septembre 2010:*

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949

## **Hongrie**

*Ratifications enregistrées le 9 avril 2010:*

Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985

Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

## **Inde**

*Ratification enregistrée le 26 mars 2010:*

Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967

## **Kazakhstan**

*Ratification enregistrée le 17 mai 2010:*

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

## **Namibie**

*Ratification enregistrée le 6 avril 2010:*

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

## **Nicaragua**

*Ratification enregistrée le 25 août 2010:*

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

## **Nigéria**

*Ratification enregistrée le 26 août 2010:*

---

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

### **Fédération de Russie**

*Ratification enregistrée le 26 février 2010:*

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

*Ratifications enregistrées le 6 septembre 2010:*

Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

### **Rwanda**

*Ratification enregistrée le 5 août 2010:*

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

### **Slovaquie**

*Ratifications enregistrées le 22 février 2010:*

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

### **Slovénie**

*Ratifications enregistrées le 1<sup>er</sup> mars 2010:*

Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

*Ratification enregistrée le 20 septembre 2010:*

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

### **Ukraine**

*Ratifications enregistrées le 17 juin 2010:*

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

## Dénonciation de conventions

### Slovénie

Le Directeur général a enregistré, le 1<sup>er</sup> mars 2010, la dénonciation par la Slovénie de la convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919.

## Ratifications/acceptations de l'instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1986

17. Depuis la préparation du document présenté à la 307<sup>e</sup> session du Conseil d'administration, le Directeur général a reçu la ratification suivante:

Qatar	Ratification	8 mars 2010
-------	--------------	-------------

Le nombre total des ratifications et acceptations s'élève maintenant à **94**, y compris deux ratifications/acceptations par des Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable <sup>1</sup>.

## Ratifications/acceptations de l'instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1997

18. Depuis la préparation du document présenté à la 307<sup>e</sup> session du Conseil d'administration, le Directeur général a reçu les ratifications suivantes:

Afghanistan	Ratification	7 avril 2010
Bosnie-Herzégovine	Ratification	26 mai 2010
Mongolie	Ratification	16 septembre 2010
Oman	Ratification	22 avril 2010

Le nombre total des ratifications et acceptations s'élève maintenant à **119**, y compris six ratifications/acceptations par des Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable <sup>2</sup>.

## IV. Administration interne

19. L'article 4.2 *d)* du Statut du personnel dispose que:

<sup>1</sup> A la date où ces lignes sont écrites, il manque 28 ratifications/acceptations d'Etats Membres pour que l'instrument entre en vigueur, y compris trois par des Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable.

<sup>2</sup> A la date où ces lignes sont écrites, il manque trois ratifications/acceptations d'Etats Membres pour que l'instrument entre en vigueur.



Les emplois vacants dans la catégorie des directeurs et des administrateurs principaux sont pourvus par le Directeur général par voie de transfert sans changement de grade, de promotion ou de nomination. Sauf dans le cas où elles visent les emplois vacants dans les projets de coopération technique, ces promotions ou ces nominations sont portées à la connaissance du Conseil d'administration, avec un exposé succinct des aptitudes des personnes ainsi promues ou nommées.

20. Les nominations et promotions ci-dessous sont ainsi portées à la connaissance du Conseil d'administration:

**M<sup>me</sup> Alcestis Abrera Mangahas** (Philippines)

Nommée directrice adjointe régionale des politiques et programmes, Bureau régional de l'OIT pour l'Asie et le Pacifique à Bangkok, et promue au grade D.1 à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010.

Née en 1953, M<sup>me</sup> Abrera Mangahas est titulaire d'une maîtrise en politique sociale de la *London School of Economics and Political Science* et d'un diplôme en économie de la *University of the Philippines School of Economics* (mention très bien).

Au BIT, M<sup>me</sup> Abrera Mangahas a exercé les fonctions de conseillère technique principale pour le projet de réintégration des travailleurs migrants de retour à Sri Lanka (1991-92), administratrice de programme national pour le programme IPEC aux Philippines (1995-2000), coordonnatrice sous-régionale de l'IPEC pour le travail des enfants (2001), spécialiste principale de la lutte contre le travail forcé et la traite des êtres humains du Programme d'action spéciale sur le travail forcé au siège de l'OIT (2001-2003) et conseillère technique principale du Projet sous-régional du Mékong sur la lutte contre la traite des êtres humains (2003-2008). Plus récemment, M<sup>me</sup> Mangahas a exercé les fonctions de spécialiste principale des migrations au sein du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique et a été spécialement chargée du contrôle des programmes sur les migrations et la traite en Asie et dans le Pacifique.

Avant d'entrer au service du BIT, M<sup>me</sup> Abrera Mangahas a été administratrice adjointe de l'Administration philippine de l'emploi des émigrés, ministère du Travail et de l'Emploi du gouvernement des Philippines.

**M. Evgueni Davydov** (Fédération de Russie)

Nommé directeur de l'Equipe d'appui technique au travail décent (EAT) et du bureau de pays de l'OIT pour l'Europe orientale et l'Asie centrale à Moscou, et promu au grade D.1 à compter du 1<sup>er</sup> août 2010.

Né en 1948, M. Davydov possède un diplôme en relations économiques internationales de l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou (université) et un doctorat d'économie de l'Institut d'économie mondiale et des relations internationales de l'Académie des sciences (Moscou).

Après être entré au service du BIT en janvier 1991, M. Davydov a exercé les fonctions de directeur du bureau de correspondance de l'OIT et du bureau de zone de l'OIT à Moscou jusqu'en février 1998. Il a ensuite été transféré au Bureau des relations externes et des partenariats (EXREL), où il est devenu directeur adjoint responsable du bureau. D'octobre 2007 à fin juillet 2010, M. Davydov a exercé les fonctions de conseiller principal au Cabinet du Directeur général (CABINET). Il était chargé principalement des relations de l'OIT avec les pays d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale et des relations avec les Nations Unies.

Avant d'entrer au service du BIT, M. Davydov a été chargé de recherches à l'Institut d'économie mondiale et des relations internationales de l'Académie des sciences à Moscou. De 1975 à 1991, M. Davydov a occupé diverses fonctions en lien avec l'OIT au ministère des Affaires étrangères à Moscou et à la Mission permanente à Genève (dernière affectation – conseiller principal pour les questions intéressant l'OIT à la mission permanente).

**M<sup>me</sup> Gloria de Pascual** (Espagne)

Nommée directrice du Service des migrations internationales (MIGRANT), Secteur de la protection sociale, et promue au grade D.1 à compter du 1<sup>er</sup> mai 2010.

M<sup>me</sup> de Pascual possède un diplôme de droit de l'Université de Salamanque et une maîtrise sur les droits humains et l'Union européenne de l'université pontificale de Salamanque.

Durant sa carrière, M<sup>me</sup> de Pascual s'est spécialisée dans le droit, dans les relations internationales et dans les migrations internationales. Dans son premier poste, en tant que conseillère juridique, M<sup>me</sup> de Pascual a conseillé des associations de migrants à Madrid, représenté des migrants dans des procédures judiciaires et assuré un appui à l'occasion des réformes juridiques et politiques touchant les travailleurs migrants. Elle a été nommée Secrétaire confédérale chargée des relations internationales au sein de l'Union générale des travailleurs (UGT) en Espagne, où elle s'est notamment occupée de l'élargissement de l'Union européenne et de la libre circulation des travailleurs. En 2002-03, M<sup>me</sup> de Pascual a occupé la fonction de directrice adjointe de l'Institut syndical national pour la coopération pour le développement (ISCOD) et a été chargée des programmes de coopération technique sur les migrations internationales. En 2004, elle a été nommée à un poste élevé au ministère du Travail de l'Espagne avant de devenir directrice adjointe du Cabinet du ministre. En 2009, elle est entrée au Cabinet du Premier ministre et a été chargée de la participation nationale dans l'Alliance des civilisations.

**M<sup>me</sup> Suzanne Dee Pedersen** (Danemark)

Nommée chef du Service de la gestion des capacités (HR/TALENT), Département du développement des ressources humaines, Secteur de la gestion et de l'administration, au grade D.1, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2010.

Née en 1970, M<sup>me</sup> Dee Pedersen est titulaire d'une licence en gestion des entreprises internationales et langues, d'une maîtrise en économie et gestion des entreprises, option gestion des ressources humaines, et d'un doctorat en gestion des entreprises, spécialisation gestion des ressources humaines.

Avant d'entrer au service du BIT, M<sup>me</sup> Dee Pedersen a travaillé pendant plusieurs années pour l'École de commerce de Copenhague où elle a donné des conférences dans diverses disciplines: stratégie des ressources humaines; leadership; développement organisationnel; formation et innovation. Parallèlement, elle a exercé les fonctions de spécialiste de l'innovation pour le démarrage des nouvelles entreprises et a dispensé des conseils en matière d'organisation et de leadership dans les secteurs privé et public. Plus récemment, M<sup>me</sup> Dee Pedersen a occupé la fonction de consultante principale spécialisée dans le développement organisationnel et le leadership chez Ramboll Management. Elle a été en charge de plusieurs activités: gestion de projets et de programmes; élaboration et mise en œuvre de programmes éducatifs sur le leadership; organisation stratégique; coaching et formation au leadership.

**M. Luc Derepas (France)**

Nommé Conseiller juridique et directeur des Services juridiques et Bureau du Conseiller juridique (JUR), au grade D.2, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2010.

Né en 1966, M. Derepas est titulaire d'un diplôme de l'Institut d'études politiques de Bordeaux et d'une licence en droit de l'Université de Bordeaux, et il est ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (ENA).

M. Derepas a exercé des fonctions au ministère français des Affaires étrangères, à la Direction des affaires politiques (Direction des Nations Unies et des organisations internationales, Direction des affaires stratégiques). Il a également exercé des fonctions au ministère allemand des Affaires étrangères (Unterabteilung Vereinte Nationen). Il a rejoint en 1997 le Conseil d'Etat, où il a exercé des fonctions juridictionnelles dans les domaines du droit de la fonction publique, du droit des collectivités locales et du droit de la concurrence. Il a en même temps été Commissaire du gouvernement pour les affaires sociales. Il a exercé ensuite les fonctions d'Administrateur général adjoint de la Réunion des musées nationaux. De retour au Conseil d'Etat, il a été nommé rapporteur public, pour traiter de contentieux relatifs au droit social et au droit du travail.

**M. Johan Hofmeijer (Pays-Bas)**

Nommé directeur du Département de la gestion des locaux (FACILITIES), Secteur de la gestion et de l'administration, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010. Le Conseil d'administration a été informé de sa promotion au grade D.1 en novembre 2005.

**M. Morten Hovda (Norvège)**

Nommé conseiller principal pour l'Europe, Cabinet du Directeur général (CABINET), et promu au grade D.1 à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2010.

Né en 1955, M. Hovda est entré au service du BIT en 2000. Il a travaillé au Cabinet du Directeur général (CABINET) depuis 2006. Avant d'exercer ces fonctions, il était chargé des achats et de l'administration interne.

Avant d'entrer au BIT, M. Hovda a été vice-président de la Saga Petroleum. Il y a débuté en 1984 par la gestion de projet, le développement industriel et les opérations, avant de terminer par le groupe de planification générale. M. Hovda a mené des négociations visant à déterminer les droits de propriété sur les réserves de pétrole et de gaz de la plateforme continentale entre la Norvège et le Royaume-Uni pour le compte d'un groupe d'entreprises pétrolières et gazières. Avant ces fonctions, M. Hovda a travaillé au développement de projets chez Statoil, chez Fred Olsen et chez Elf Aquitaine.

M. Hovda a été maître de conférences pendant deux ans pour le programme de maîtrise en gestion de l'Ecole norvégienne de management. Il s'est lui-même spécialisé dans la gestion d'entreprise et l'ingénierie contractuelle.

**M<sup>me</sup> Cecilia Mackenna (Chili)**

Nommée conseillère principale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Cabinet du Directeur général (CABINET), au grade D.1 à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010.

M<sup>me</sup> Mackenna est titulaire d'un diplôme de philosophie de l'Université du Chili et a entrepris des études de troisième cycle en diplomatie à l'Académie diplomatique du Chili, et en sciences politiques à l'Université de Heidelberg en Allemagne.

M<sup>me</sup> Mackenna est entrée au service diplomatique du Chili en 1976, puis a été diplomate à Bonn (Allemagne), Londres (Royaume-Uni) et au siège de l'Organisation des Nations Unies (Etats-Unis d'Amérique). En 1998, M<sup>me</sup> Mackenna est venue à Genève pour travailler au sein de l'équipe de transition du Directeur général nouvellement élu, M. Juan Somavia. En mars 1999, elle a été nommée directrice adjointe de CABINET. En 2000, elle est retournée au Chili où elle a été nommée ambassadrice et chef du personnel du ministère chilien des Affaires étrangères. Entre 2003 et 2010, elle a occupé le poste d'Ambassadrice du Chili auprès de la Suisse, puis du Royaume-Uni et des Pays-Bas où elle a également occupé le poste de représentante permanente du Chili auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et, finalement, auprès de la République d'Irlande.

#### **M. Christophe Perrin (France)**

Nommé chef du Service des relations officielles (RELOFF) au sein du Département des services des relations, réunions et documents, et promu au grade D.1 à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010.

Né en 1968, M. Perrin est diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble et de l'Université Paris-Sorbonne (diplôme d'études supérieures spécialisées en sciences politiques, option développement et coopération).

M. Perrin entre au BIT en 1996 au poste de responsable des relations extérieures au sein du Bureau des relations interorganisations (REINT). En 1998, il est affecté au Programme international pour l'élimination du travail des enfants (IPEC) en tant que responsable de programmes pour les pays d'Asie du Sud. En 1999, il est nommé coordinateur des affaires interagences au sein du Bureau des relations externes et des partenariats (EXREL). En 2003, il devient membre du Cabinet du Directeur général.

Avant d'entrer au BIT, M. Perrin a travaillé au Département de la coordination des politiques et du développement durable (Secrétariat des Nations Unies, New York) en tant que membre du secrétariat du Sommet mondial pour le développement social (Sommet de Copenhague). Il avait auparavant travaillé au sein du Cabinet du ministre d'Etat, ministre de la Défense, France. Il a débuté sa carrière en qualité de consultant au sein du Bureau régional des sciences humaines et sociales de l'UNESCO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Caracas, République bolivarienne du Venezuela.

#### **M<sup>me</sup> Terry Powell (Haïti)**

Nommée directrice du Département des services centraux, de la sécurité et du protocole (SERVSEC), Secteur de la gestion et de l'administration, et promue au grade D.1 à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010.

Née en 1954, M<sup>me</sup> Powell est licenciée ès lettres (mention très bien) du Mount Holyoke College aux Etats-Unis. Elle est également titulaire d'une licence en sciences politiques (relations internationales) de l'Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI), Université de Genève, où elle a poursuivi des études de troisième cycle avec comme spécialisation les migrations intra-Caraïbes.

Entrée au service du BIT en 1987, M<sup>me</sup> Powell a servi dans le Département des activités sectorielles où elle est devenue chef de la Section d'appui multisectoriel. En novembre 1999, elle a été transférée au Cabinet du Directeur général où elle a occupé diverses fonctions; elle a notamment été assistante du chef de Cabinet et chargée de liaison pour les questions relatives à l'administration interne, à la Conférence et au service du protocole. Elle a été transférée en janvier 2006 en tant que chef adjoint du Bureau de l'administration intérieure, où elle a conservé les fonctions de chef du protocole.

